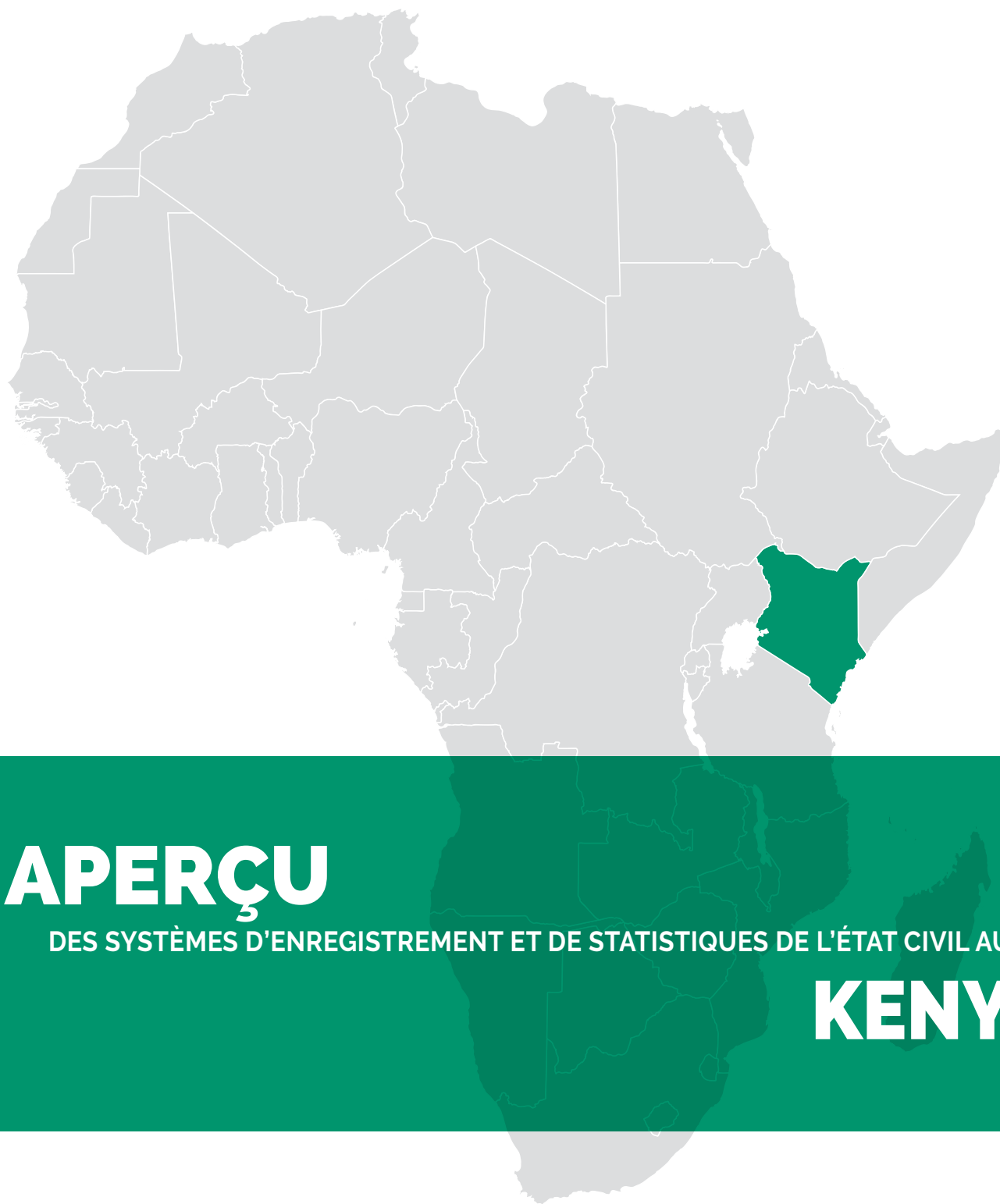




LE CENTRE D'EXCELLENCE
sur les systèmes ESEC

CENTRE OF EXCELLENCE
for CRVS Systems



APERÇU

DES SYSTÈMES D'ENREGISTREMENT ET DE STATISTIQUES DE L'ÉTAT CIVIL AU

KENYA



ECA

Information sur le programme

À propos du Centre d'excellence sur les systèmes ESEC

Situé au Centre de recherches pour le développement international (CRDI), le Centre d'excellence sur les systèmes d'enregistrement et de statistiques de l'état civil (ESEC) est un centre international de ressources et de connaissances qui appuie activement les efforts nationaux visant à renforcer les systèmes ESEC. Le Centre collabore avec des organisations et des experts, afin de faciliter l'accès à l'information et à l'expertise, notamment aux normes, aux outils, aux données de recherche et aux bonnes pratiques à l'échelle mondiale.

Le Centre d'excellence a été créé grâce à la contribution financière d'Affaires mondiales Canada et du CRDI, et apporte lui-même une contribution directe au travail du Mécanisme de financement mondial, une importante plateforme de financement de la Stratégie mondiale pour la santé de la femme, de l'enfant et de l'adolescent du Secrétaire général des Nations Unies.

À propos du Centre de recherches pour le développement international (CRDI)

Dans le cadre des activités du Canada dans les secteurs des affaires étrangères et du développement, le CRDI investit dans le savoir, l'innovation et les solutions afin d'améliorer les conditions de vie dans les pays en développement. Le CRDI collabore avec de nombreuses parties prenantes, notamment des organisations de la société civile, des groupes de réflexion, des organisations régionales et des ministères des pays en développement, afin d'y favoriser la croissance, de réduire la pauvreté et d'impulser des changements positifs à grande échelle.

Publié par le Centre d'excellence sur les systèmes d'enregistrement et de statistiques de l'état civil (ESEC), en partenariat avec la Commission économique pour l'Afrique (CEA).

Cette publication a été rédigée par Jacob Zewoldi, consultant auprès du Centre d'excellence sur les systèmes d'enregistrement et de statistiques de l'état civil.

Centre de recherches pour le développement international
CP 8500
Ottawa, ON Canada 1 Tel 1 613-236-6163
Courriel : esec@crdi.ca
www.systemesESEC.ca

© Centre de recherches pour le développement international 2019

Cette publication a été réalisée avec le soutien financier et technique du Centre d'excellence sur les systèmes d'enregistrement et de statistiques de l'état civil. Basé au Centre de recherches pour le développement international (CRDI), il est financé conjointement par Affaires mondiales Canada et le CRDI. Les opinions qui y sont exprimées ne représentent pas nécessairement celles d'Affaires mondiales Canada, du CRDI, ou de son Conseil des gouverneurs.

Table des matières

Information sur le programme	ii
Introduction	2
Bref aperçu sur le pays	2
Performances des systèmes d'ESEC	3
Système d'enregistrement des faits d'état civil	4
Cadre législatif	4
Gestion, organisation et fonctionnement	4
Interopérabilité avec d'autres secteurs et fonctionnement	7
Système d'établissement des statistiques de l'état civil	7
Statistiques de l'état civil	7
Numérisation	10
Informatisation	10
Application de la technologie mobile	10
Initiatives d'amélioration et soutien externe	11
Plan d'amélioration et budget	11
Appuis des partenaires de développement	12
Propositions visant à améliorer la coordination des activités	13
Ressources	13
Sites Web	13
Matériels supplémentaires	13
Conclusion	14
Annexe : Organigramme du Civil Registration Service du Kenya (janvier 2019)	15
Notes de fin	16

Introduction

Le présent rapport vise à donner un aperçu des systèmes d'enregistrement des faits d'état civil et de l'établissement des statistiques de l'état civil (ESEC) du Kenya.

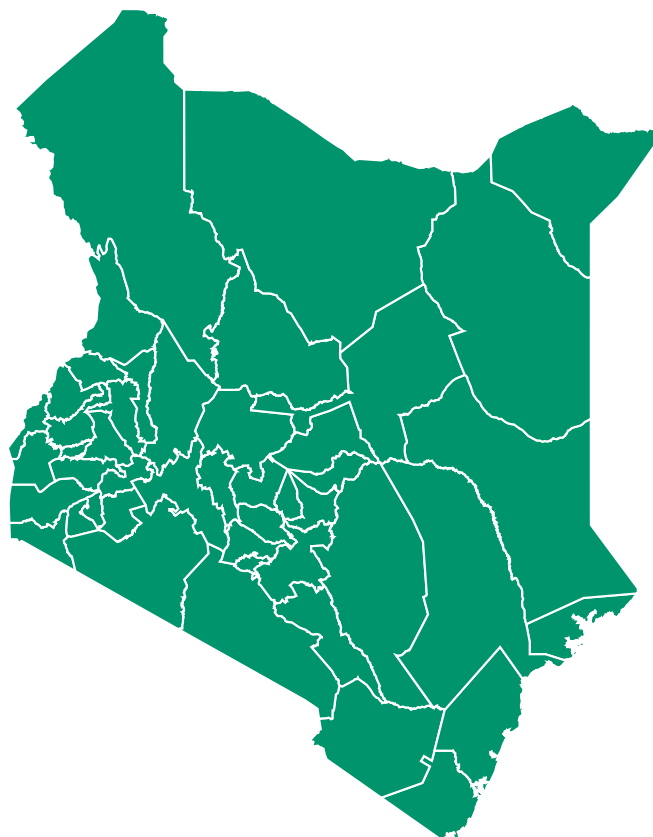
Les renseignements ont été recueillis au moyen d'un questionnaire rempli par les services d'enregistrement de l'état civil, en décembre 2018, et complétés par une revue documentaire. Le rapport présente le contexte du pays, les indicateurs choisis qui sont pertinents pour les processus d'amélioration des systèmes d'ESEC, les activités des intervenants ainsi que les ressources disponibles et nécessaires au renforcement des systèmes d'ESEC, et à leur coordination, entre autres.

Bref aperçu sur le pays

La République du Kenya est située en Afrique de l'Est. Elle se trouve sur l'équateur, et elle est entourée par l'Éthiopie au nord, la Somalie au nord-est, l'Ouganda à l'Ouest, le Sud-Soudan au nord-ouest, l'Océan indien au sud-est, et la Tanzanie au sud. La vallée du Grand Rift traverse le Kenya du nord au sud. La superficie du Kenya est de 581 313 kilomètres carrés.

- Capitale : Nairobi
- Langues de travail officielles : Swahili et l'anglais
- Ministère responsable de l'enregistrement des faits d'état civil : ministère de l'Intérieur et de la Coordination du gouvernement national
- Organisme d'enregistrement des faits d'état civil : Services d'enregistrement de l'état civil
<http://immigration.go.ke/civil-registration-services/>
- Bureau national de la statistique :
Kenya National Bureau of Statistics (KNBS)
<https://www.knbs.or.ke/>

Kenya



Avertissement : Les frontières, ainsi que les noms et désignations employés sur cette carte n'impliquent ni reconnaissance ni acceptation de la part des Nations Unies.

Le Kenya compte 8 régions, 47 comtés et 348 sous-comtés.

En 2017, la population totale était estimée à environ 51 millions habitants, et le taux de croissance annuelle s'élevait à 2,8 % par année. Environ 68 % de la population vit en milieu rural¹.

Performances des systèmes d'ESEC

Naissances

Exhaustivité de l'enregistrement des naissances ²	64,1 % (2016) ³
Enfants de moins de 5 ans dont la naissance a été signalée comme ayant été déclarée	66,9 % (2014) ⁴
Proportion des naissances avec l'assistance d'un professionnel de la santé qualifié	61,8 % (2014) ⁴
Pourcentage de femmes âgées de 15 à 49 ans qui ont reçu des soins prénataux par un prestataire de soins de santé qualifié	95,5 % (2014) ⁴
Taux de couverture vaccinale du DTC1 chez les enfants d'un an ⁵	96 % (2016) ⁶
Taux brut de natalité (par 1 000 habitants)	31 (2016) ⁶
Taux de fécondité total (nombre de naissances vivantes par femme)	3,9 (2016) ⁶
Taux de fécondité chez les adolescentes (par 1 000 adolescentes âgées de 15 à 19 ans)	81,8 (2016) ⁷
Pourcentage de la population de moins de 15 ans	40,5 % (2017) ⁸

Décès

Exhaustivité de l'enregistrement des décès	41,9 (2016) ³
Taux brut de mortalité (par 1 000 habitants)	6 (2016) ⁶
Taux de mortalité infantile (pour 1000 naissances vivantes)	33,6 (2017) ⁹
Taux de mortalité infantile des enfants de moins de 5 ans (pour 1000 naissances vivantes)	45,6 (2017) ⁹
Taux de mortalité maternelle (pour 100 000 naissances vivantes)	510 (2015) ¹⁰

Mariages et divorces

Taux d'enregistrement des mariages	Non disponible
Proportion de femmes âgées de 20 à 24 ans qui étaient mariées ou en couple avant l'âge de 15 ans	4 (2014) ⁶
Proportion de femmes âgées de 20 à 24 ans qui étaient mariées ou en couple avant l'âge de 18 ans	23 (2014) ⁶
Taux d'enregistrement des divorces	Non disponible

Statistiques de l'état civil, y compris les données sur les causes de décès

Compilation et diffusion des statistiques de l'état civil fondées sur l'enregistrement	Disponibles ³
Causes de décès attestées par un médecin	Disponibles ¹¹

Système d'enregistrement des faits d'état civil

Cadre législatif

L'enregistrement des naissances et des décès a été mis en place au Kenya (qui, à l'époque, faisait partie du Protectorat de l'Afrique de l'Est) en 1904. En 1928, la Births and Deaths Registration Act (Cap 149 des Lois du Kenya) a été promulguée pour mettre en place la déclaration et l'enregistrement obligatoires des naissances et des décès des Européens, des Américains et des Indiens dans l'ensemble du Kenya. En ce qui concerne toutes les autres races, cette loi prévoyait l'enregistrement des décès qui survenaient dans les municipalités seulement.

L'enregistrement obligatoire dans l'ensemble des régions et des collectivités a été effectué par étapes, en commençant par Nairobi et Nyeri, le 1^{er} mars 1963, jusqu'à ce que le système d'enregistrement couvre l'ensemble du pays le 1^{er} septembre 1971¹². En outre, la loi CAP 149 a été modifiée en 1972. Elle prévoit l'enregistrement obligatoire de l'ensemble des naissances et des décès qui surviennent au Kenya, peu importe la nationalité de la personne, ainsi que l'enregistrement des naissances et des décès des citoyens kényans qui surviennent à l'étranger. En 2012, un projet de loi nationale sur l'enregistrement et l'identification des faits d'état civil a été rédigé et, en 2014, il a été présenté en première lecture au Sénat¹³. La portée du projet de loi s'étend maintenant au projet de loi Huduma de 2019, lequel vise à harmoniser et à renforcer la loi sur l'enregistrement des personnes; à fournir des services gouvernementaux efficaces et accessibles par l'intermédiaire de différentes plateformes intégrées de prestation de services, pour faciliter

la tâche des citoyens; à établir un système national de gestion de l'identification intégrée (NIIMS); à attribuer aux personnes un numéro d'identification personnel unique (NIPU) dans une base de données sur la population nationale; et à fournir des mécanismes faciles pour l'enregistrement des naissances, des décès et des mariages, entre autres.

Gestion, organisation et fonctionnement

En 1989, les activités d'enregistrement ont été réorganisées sous la direction du Civil Registration Department (CRD), ainsi que les responsabilités liées à l'enregistrement de l'ensemble des naissances et des décès survenant au Kenya¹⁴. À compter de 2013, le CRD est devenu le Civil Registration Service (CRS). Par ailleurs, les mariages, les divorces et les séparations relèvent du bureau procureur général et du ministère de la Justice. Actuellement, aucun mécanisme n'a été établi pour associer les fonctions d'enregistrement et de certification ainsi que le partage de l'information entre le CRS et le bureau du procureur général et le ministère de la Justice.

Mécanismes nationaux de coordination des systèmes d'ESEC

Il existe trois niveaux de comités de coordination et un groupe de travail à l'échelle nationale : i) Comité de gestion ministérielle du CRS, ii) Comité technique ministériel du CRS, et iii) Groupe de travail technique de l'ESEC.

Le groupe de travail comprend des représentants des ministères et des organismes suivants : le ministère de l'administration publique; le ministère de la Santé; le ministère de l'Éducation; le Population Studies and Research Institute à l'Université de Nairobi; le Kenya National Bureau of Statistics; les Services à l'enfance; Trésorerie et

planification; le National Council for Population and Development; et le Service de police du Kenya. De plus, les partenaires de développement suivants sont représentés : l'Organisation mondiale de la Santé (OMS); le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP); le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF); le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés; le projet MEASURE Evaluation PIMA (MEval-PIMA); le Center for Disease Control and Prevention (CDC); Plan international, Vision mondiale et GOAL Kenya. Enfin, le CRS sert de secrétariat au groupe de travail technique de l'ESEC. Le protocole d'entente bilatéral avec le CRS fournit le mandat relatif au fonctionnement du groupe de travail technique de l'ESEC.

Centres d'enregistrement à l'échelon administratif

On retrouve un total de 10 666 sous-emplacements qui comptent des chefs adjoints et 10 465 établissements de soins de santé qui sont des centres d'enregistrement au sein du pays.

Accessibilité des services d'enregistrement des faits d'état civil

On estime que la plupart des ménages se trouvent à 5 à 10 km du bureau des chefs adjoints et des établissements de santé. De plus, on estime que la plupart des ménages ont besoin d'une à quatre heures pour parcourir la distance à pied¹⁵. Au Kenya, un bureau d'enregistrement des faits d'état civil local sert des populations dont la taille varie de 100 000 à 1 million d'habitants, la taille moyenne étant de 360 000 personnes. En moyenne, un bureau d'enregistrement des faits d'état civil local couvre environ 5 500 kilomètres carrés¹⁶.

Enregistrement des faits d'état civil

- Notification de l'occurrence des naissances et des décès : l'original du bordereau de notification est remis au déclarant aux fins d'une demande subséquente d'enregistrement légal et d'obtention de certificats, et le chef adjoint ou l'établissement de santé conserve le duplicata.
- Formulaires d'inscription :
 - Formulaire B1 : formulaire d'enregistrement des naissances survenues à domicile et dans les établissements de santé.
 - Formulaire D1 : formulaire d'enregistrement des décès, lequel est rempli par un membre du personnel médical qualifié qui certifie la cause de décès.
 - Formulaire D2 : formulaire d'enregistrement des décès qui est rempli par le chef adjoint dans le cas d'un décès survenu dans la communauté.
 - D'autres formulaires sont aussi utilisés pour les enregistrements tardifs et la présentation d'une demande de certificat.
- Les formulaires doivent être remplis en deux exemplaires et comporter le même numéro de série. Les formulaires originaux sont conservés au bureau d'enregistrement des faits d'état civil local, et les duplicatas sont archivés au CRS, en lots de 250 copies.
- L'enregistrement des naissances et des décès est gratuit au cours de la période de six mois stipulée par la loi. Toutefois, des frais sont exigés pour un enregistrement tardif et la délivrance des certificats de naissance et de décès, comme le montre le tableau 1.

Tableau 1 : Coûts directs associés à l'enregistrement et à la certification des faits d'état civil

Fait d'état civil	Frais pour l'enregistrement		Observations
	Oui	Non	
Naissance		X	Une pénalité de 1 USD (100 KES) est imposée pour les enregistrements tardifs.
Décès		X	Une pénalité de 1 USD (100 KES) est imposée pour les enregistrements tardifs.

	Frais pour la délivrance de certificats		Coût d'un certificat	
	Oui	Non		
Naissance	X		Minimum – 0,50 USD (50 KES) Maximum – 1,30 USD (130 KES)	Pour les modifications : 1,30 USD (130 KES)
Décès	X		Minimum – 0,50 USD (50 KES) Maximum – 1,30 USD (130 KES)	Pour les modifications : 1,30 USD (130 KES)

Remarque : 1 shilling kenyan (KES) correspond à environ 0,0099 dollar américain.¹⁷

Situation des naissances non enregistrées

Il existe un important stock d'enregistrements tardifs et en retard de naissances et de décès pour différentes raisons, mais principalement en raison de la demande insuffisante pour ce service et du manque d'accès facile aux centres d'enregistrement, surtout dans les zones rurales. En revanche, on a observé une augmentation plus récente de la demande de certificats de naissance à la suite de l'adoption d'une politique qui exige des certificats de naissance pour l'enregistrement aux examens aux niveaux primaire et secondaire. Ainsi, au cours des prochaines années, le stock des enregistrements des naissances tardives sera probablement réduit de manière significative¹⁸. Enfin, on s'attend à ce que la situation des naissances non enregistrées demeure jusqu'à ce

que l'on puisse faciliter l'accessibilité en termes de distance aux bureaux d'enregistrement et rendre abordable le coût associé à l'enregistrement pour tous les groupes de population, y compris ceux dans les zones rurales.

Il existe des millions de documents historiques sur les naissances et les décès. Ceux-ci datent d'environ 1905 et sont conservés dans des volumes reliés au bureau d'enregistrement des faits d'état civil local (formulaires originaux) et au siège du CRD (duplicatas des formulaires). De 2013 à 2017, la Banque mondiale a appuyé la numérisation des documents originaux et la saisie des renseignements numériques provenant des documents individuels¹⁹. La numérisation des documents historiques sur les naissances et les décès a débuté et, en date de janvier 2018, plus de

16 millions de certificats de naissance et environ 600 000 certificats de décès ont été numérisés. Environ 20 millions de certificats de naissance et de décès sont en attente d'être numérisés²⁰.

Interopérabilité avec d'autres secteurs et fonctionnement

Un certificat de naissance est nécessaire au moment de présenter une demande de carte d'identité nationale. Cette dernière est requise pour l'inscription des personnes sur les listes électorales. Cependant, les systèmes ne sont pas liés électroniquement.

En 2015, le gouvernement du Kenya a lancé le système d'enregistrement de la population intégré afin de transformer la prestation des services publics en fournissant aux citoyens un accès à divers services publics et à des renseignements à partir des centres de services aux citoyens à guichet unique, appelés couramment les « centres Huduma ». L'une des fonctions de ces centres est de délivrer un certificat de naissance lorsqu'un déclarant produit un document de déclaration d'une naissance. Cette tâche est effectuée grâce à une plateforme technologique intégrée. Les données du système d'enregistrement des faits d'état civil sont intégrées dans le système d'enregistrement de la population intégré, et reliées à d'autres organismes d'enregistrement pour fournir des données sur l'identité des citoyens et des ressortissants étrangers. Actuellement, la plupart des comtés disposent de centres Huduma²¹.

Afin d'améliorer la gouvernance, le gouvernement semble disposé à faire des investissements visant à rendre l'identification plus sûre. En 2015, une nouvelle génération de cartes a été lancée, et des plans prévoient la mise en place de l'identification numérique à compter de 2020²².

Système d'établissement des statistiques de l'état civil

Statistiques de l'état civil

Le Kenya National Bureau of Statistics (KNBS) a un mandat juridique pour la collecte, la compilation, l'analyse, la publication et la diffusion des renseignements statistiques, ainsi que la coordination du système statistique national, et à des fins connexes. L'annexe II de la *Loi sur la statistique*²³ reconnaît que les « faits d'état civil et la morbidité » sont des données clés qui doivent être recueillies, compilées, analysées et diffusées par le KNBS. Depuis 2013, le CRS recueille, compile et diffuse les statistiques de l'état civil par l'intermédiaire de son rapport annuel sur les statistiques de l'état civil²⁴. Ce rapport présente des tableaux, des graphiques et des explications sur les données relatives aux naissances et aux décès qui sont tirées des registres de l'état civil, lesquelles sont ventilées par sexe, lieu de l'événement, et quelques autres variables contextuelles. De plus, il comporte un chapitre sur les causes de décès. L'édition de 2017 est prête à être diffusée, mais elle n'a pas encore été mise à la disposition du public. La compilation et la diffusion des statistiques de l'état civil dans le système d'enregistrement des faits d'état civil sont appuyées principalement par le FNUAP. Enfin, pour l'exercice 2018-2019, le Trésor public n'a alloué aucun budget pour la compilation des statistiques de l'état civil à partir du système d'enregistrement des faits d'état civil.

Les statistiques de l'état civil tirées du système d'enregistrement des faits d'état civil ont été diffusées par l'intermédiaire du rapport Economic Survey and Statistical Abstracts, qui est publié chaque année par le KNBS²⁵.

Causes de décès

Renseignements sur les causes de décès	Renseignements recueillis	
	Oui	Non
Pour les décès survenant dans les établissements de santé	X	
Pour les décès naturels survenant dans les collectivités		X
Pour les décès non naturels survenant dans les collectivités		X

Le ministère de la Santé compile actuellement les statistiques sur les causes de décès qui proviennent de ses établissements de santé et tient à jour la base de données à l'échelle nationale. Présentement, les causes de décès sont compilées en utilisant la Classification statistique internationale des maladies et des problèmes de santé connexes (CIM10). De plus, le CRS recueille, compile et diffuse les données sur les causes de décès par l'intermédiaire de son rapport annuel sur les statistiques de l'état civil. Les renseignements sur les causes de décès qui proviennent du CRS sont également compilés et diffusés par le KNBS au moyen du rapport annuel intitulé Rapport d'étude économique et résumés statistiques annuels.

Les décès survenant dans les collectivités ne sont pas régulièrement certifiés par un membre du personnel médical qualifié. De 2014 à 2017, le ministère de la Santé a travaillé avec le CDC sur un projet dans le comté de Homa Bay, lequel visait à former les agents d'enregistrement locaux à utiliser les outils d'autopsie verbale en format papier. Au cours des dernières années, les outils d'autopsie verbale, qui utilisent un algorithme informatisé pour déterminer les causes de décès, ont été mis à l'essai dans plusieurs villages. Toutefois, le projet n'a pas été mis en œuvre à grande échelle à cause d'un certain nombre de problèmes, notamment la durabilité et les coûts.



Numérisation

Informatisation

Les ordinateurs sont utilisés dans	Oui	Non	Observations
Certains bureaux d'enregistrement locaux saisissent électroniquement les certificats de naissance et de décès.	X		Le système électronique, soit le système d'enregistrement et de statistiques de l'état civil (ESEC), est en cours de mise en oeuvre. Il faudra encore un certain temps avant qu'il puisse être déployé dans l'ensemble du pays en raison des répercussions énormes sur les ressources.
Établissements de santé		X	
Autre (veuillez préciser)	X		Centres Huduma - voir ci-dessus.

Le CRS modernise actuellement son système d'information. Un système électronique sur le Web afin d'automatiser le système d'ESEC est mis à l'essai dans un certain nombre de comtés. Simultanément, il est entrepris la numérisation des documents. Alors que l'on effectue la mise en oeuvre du système à l'échelle du pays afin d'améliorer la prestation des services, des médias électroniques comme les CD et les disques flash sont utilisés pour transmettre les renseignements liés à l'enregistrement des faits d'état civil des sous-comtés au siège du CRS.

Application de la technologie mobile

Plusieurs pays utilisent des technologies mobiles lors d'une ou de plusieurs étapes du processus d'enregistrement des faits d'état civil. Plusieurs projets pilotes à petite échelle ont été mis à l'essai au Kenya. Par exemple, de 2008 à 2012,

le gouvernement finlandais a financé un projet de recherche dans le cadre duquel NOKIA a fourni à des organismes communautaires des téléphones intelligents dans lesquels le formulaire d'enregistrement des naissances (B1) était programmé.

Dans le cadre du projet MOVE-IT qui visait à assurer le suivi des faits d'état civil avec une composante de TI, l'OMS a mis à l'essai l'utilisation de téléphones mobiles dotés de la plateforme RapidSMS grâce auxquels les agents de santé communautaires ont déclaré les naissances et les décès dans deux districts (Naivasha et Gilgil) en 2013²⁵. Même si des efforts ont été déployés pour mettre à l'essai l'utilisation de la technologie mobile dans le passé, il n'existe actuellement aucune application de ce genre dans tout processus d'enregistrement des faits d'état civil au Kenya.

Modèles de formulaires d'enregistrement

- Site Web de l'UNICEF au Kenya :
 - Registre des naissances : <https://data.unicef.org/wp-content/uploads/2017/12/birthRegFormKenya.pdf>
 - Demande de certificat de naissance : https://data.unicef.org/wp-content/uploads/2017/12/Kenya_Birth_ApplicationBirthCertificate_Form-B4.pdf
 - Certificat de naissance : <https://data.unicef.org/wp-content/uploads/2017/12/birthCertificateKenya.jpg>
 - Certificat de mariage : <https://data.unicef.org/wp-content/uploads/2017/12/MarriageCertificateFormKenya.pdf>
 - Registre des décès : <https://data.unicef.org/wp-content/uploads/2017/12/deathRegFormKenya.pdf>
- Ministère de l'Intérieur et de la Coordination du gouvernement national (Kenya)
 - Demande d'enregistrement tardif d'un décès : <http://www.immigration.go.ke/wp-content/uploads/2019/03/Form-No-6-Late-Registration-Authority-Death.pdf>
 - Demande d'enregistrement tardif de naissance : <http://www.immigration.go.ke/wp-content/uploads/2019/03/GP138B-Application%20for%20Late%20Registration%20of%20Birth.pdf>
 - Demande d'enregistrement d'une naissance tardive : <http://www.immigration.go.ke/wp-content/uploads/2019/03/GP138A-Application%20for%20Registration%20of%20a%20Late%20Birth.pdf>
 - Demande d'enregistrement d'un décès tardif : <http://www.immigration.go.ke/wp-content/uploads/2019/03/GP139A-Application%20for%20Registration%20of%20a%20Late%20Death.pdf>

Initiatives d'amélioration et soutien externe

Plan d'amélioration et budget

Plan stratégique

- En 2017, un plan stratégique quinquennal chiffré couvrant la période 2018-2022 a été développé.
- Budget estimé pour l'ensemble de la période de cinq ans : 62,8 millions USD

Allocations budgétaires et besoins

- Fonds alloués par le Trésor public pour le système d'enregistrement de l'état civil, de juillet 2018 à juin 2019 : 9,35 millions USD
- A cette date, les partenaires de développement n'ont pris aucun engagement pour combler l'écart budgétaire en nature ou autre.

Suivi et évaluation

Il existe un cadre institutionnalisé de suivi et d'évaluation qui sert à évaluer la mise en oeuvre du plan d'ESEC, mais il n'est pas appliqué de manière uniforme.

Activités indiquées dans le plan national comme étant des priorités de premier plan

Domaines hautement prioritaires	Coût estimé (USD)	Allocations prévues du gouvernement	Écarts budgétaires prévus
Numérisation des documents historiques	500 000	Non disponible	Non disponible
Mise à niveau et déploiement du système d'ESEC	700 000	Non disponible	Non disponible
Renforcement des capacités	2 500 000	Non disponible	Non disponible
Total	3 700 000		

Source : CRS

Appuis des partenaires de développement

Organisations internationales	Type de soutien
UNICEF	Améliorer le cadre juridique et stratégique, ainsi que l'automatisation complète des processus administratifs d'ESEC.
Banque mondiale – Mécanisme de financement mondial	<ul style="list-style-type: none"> • Un identificateur mutuel et unique dans l'ensemble de la Communauté de l'Afrique de l'Est. • La numérisation et l'élaboration d'une stratégie de mise à l'échelle de l'enregistrement des naissances communautaires au moyen d'une stratégie du programme Santé des mères et des enfants (SME). • La capacité des agents d'enregistrement à surveiller et à superviser les processus d'enregistrement afin d'améliorer la qualité des données. • Améliorer la collecte de données sur les causes de décès et le codage de ces dernières. • Mettre à l'essai un bureau d'enregistrement mobile pour les régions difficiles d'accès dont la couverture de l'enregistrement est faible. • Inciter le service d'enregistrement des faits d'état civil à améliorer la couverture de l'enregistrement des naissances.
FNUAP	La compilation des statistiques des faits d'état civil et le renforcement des capacités
OMS	Renforcer les capacités des établissements de santé, y compris les préparatifs en vue de la notification des naissances et des décès, en particulier dans les zones rurales.
HCNUR	Les activités d'ESEC dans les camps de réfugiés
Plan International	L'élaboration d'un plan stratégique et l'automatisation du système d'enregistrement des faits d'état civil
Center for Disease Control and Prevention (CDC)	Prévenir et contrôler les maladies, et améliorer la déclaration des événements.

Source : Questionnaire rempli par le CRS

Propositions visant à améliorer la coordination des activités

Parties prenantes nationales des systèmes d'ESEC

La coordination et la collaboration entre les principales parties prenantes sont des conditions nécessaires à l'amélioration des systèmes d'ESEC dans n'importe quel pays. Le CRS a formulé les recommandations suivantes afin d'améliorer la coordination entre les principales parties prenantes à l'échelle nationale.

- Toutes les parties prenantes devraient collaborer pour éviter le chevauchement des rôles;
- Le CRS devrait être étroitement associée à toutes les activités d'ESEC qui sont entreprises par les parties prenantes dans le pays; et
- Il faudrait assurer une évaluation et un suivi réguliers des activités entreprises.

Parties prenantes nationales et partenaires du développement

De même, le CRS a formulé les propositions suivantes pour améliorer l'efficacité de la coordination entre les principales parties prenantes nationales de l'ESEC et les partenaires du développement à l'échelle nationale.

- Il faudrait mener une consultation en bonne et due forme avant la mise en œuvre de toute activité d'ESEC;
- Il faudrait élaborer et partager une matrice complète de mise en œuvre annuelle des projets d'ESEC; et
- Il est nécessaire d'adhérer aux principes de bonne gouvernance afin de préserver la bonne volonté des clients.

Ressources

Sites Web

- OMS : <https://afro.who.int/fr/countries/kenya>
- UNICEF : <https://data.unicef.org/resources/crvs/kenya/>
- MEASURE Evaluation
<https://www.measureevaluation.org/>

Matériels supplémentaires

- Pelowski, Mathew; Wamai, Richard G.; Wangombe, Joseph; Nyakundi, Hellen; Oduwo, Geoffrey O.; Ngugi, Benjamin K. et Ogembo, Javier G. (2015). « Why don't you register your child ? A study of attitudes and factors affecting birth registration in Kenya, and policy suggestions. » *The Journal of Development Studies*, 51(7), p. 881-904.
- Muchuru, Janet. 2019. eGovernance Academy. <https://ega.eg/testimonial/janet-mucheru-director-of-civil-registration-services-ministry-of-interior-and-coordination-of-national-government-kenya/>
- Kilobi, Judith Nafula. 2018. Document de pays préparé lors du deuxième Forum mondial des Nations Unies sur les données, à Dubaï, en 2018, intitulé *Une nouvelle ère pour les systèmes d'enregistrement civil et des statistiques de l'état civil : innovation et transformation pour développer les capacités, réduire les inégalités entre les sexes, et améliorer les données pour les ODD*.
- Jarabi, Ben. 2011. *Capacity Building and Improving Quality of Vital Statistics In Kenya*. Nairobi : Université de Nairobi
- Le Civil Registration Department et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance. 2013. *Fast tracking civil registration and vital statistics system in Kenya: Comprehensive assessment report*. Nairobi, Kenya

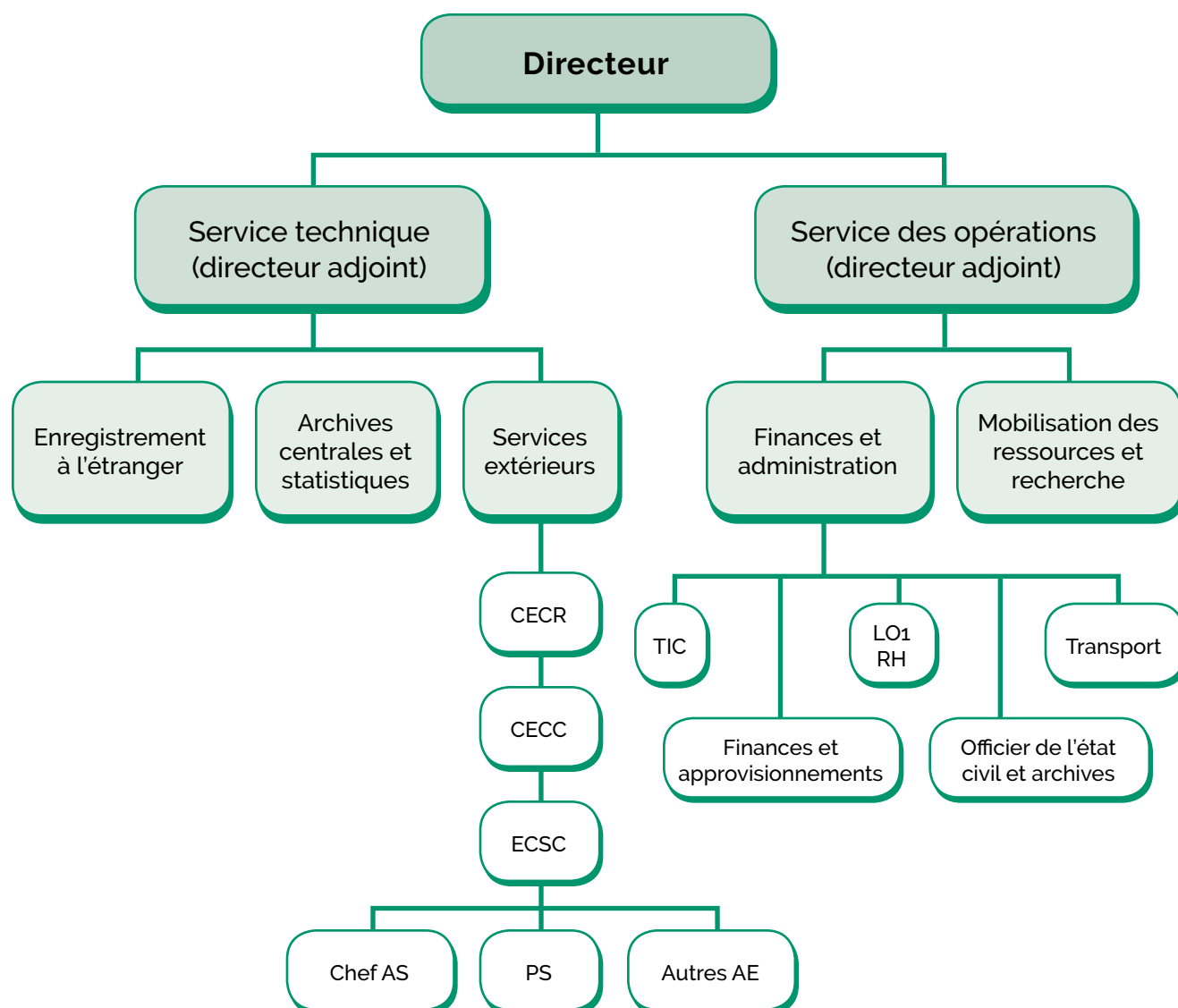
Conclusion

Le Kenya en est à la deuxième période de son plan stratégique quinquennal qui a débuté en 2018. Le plan établit des priorités claires concernant l'élaboration d'un système d'ESEC performant, en dressant le bilan des défis qui n'ont pas été relevés au cours des cinq premières années du plan (2013-2017) et en cernant les nouveaux défis ainsi que les nouvelles perspectives. Parmi les principaux défis, il est relevé un budget inadéquat; la distance à parcourir pour se rendre aux centres d'enregistrement; et l'insuffisance des compétences et de capacités nécessaires pour l'enregistrement, le suivi et l'évaluation, ainsi que la compilation et la diffusion des statistiques de l'état civil. Par ailleurs, les enregistrements des mariages et des divorces sont effectués par le procureur général et le le ministère de la Justice, sans aucun lien apparent avec les enregistrements effectués par le CRS, et en l'absence de disposition relative à la compilation et au partage des renseignements à des fins statistiques.

Le CRS a entrepris plusieurs initiatives pour consolider ses relations de travail avec les principales parties prenantes, telles que le ministère de la Santé, afin de rehausser l'exhaustivité de l'enregistrement des naissances et des décès en renforçant les services de notification fournis par les établissements de santé. À cet effet, en 2015, le ministère de la Santé a émis des directives à tous les directeurs de la santé des comtés pour leur demander d'effectuer un contrôle de tous les nourrissons qui sont emmenés dans des cliniques externes ainsi que des cliniques de santé maternelle et infantile, afin d'obtenir la preuve de l'enregistrement de leur naissance et de fournir des notifications pour les nourrissons dont

la naissance n'a pas été enregistrée; d'étendre les services d'enregistrement locaux; et d'améliorer la notification des événements qui surviennent dans la communauté, entre autres. Il est escompté que le travail de collaboration avec le ministère de la Santé améliore la déclaration des causes de décès grâce à la formation sur la CIM10 et à l'autopsie verbale. De plus, l'élimination du stock des faits d'état civil non enregistrés est en bonne voie avec l'aide des partenaires de développement. Enfin, des discussions sont en cours sur la délivrance d'un identificateur personnel unique. Une fois mis en œuvre, celui-ci faciliterait les liens entre plusieurs systèmes et le système d'ESEC. L'initiative audacieuse du gouvernement du Kenya dans le domaine de la technologie et de l'innovation créerait un environnement favorable aux systèmes d'ESEC numériques dans le futur.

Annexe : Organigramme du Civil Registration Service du Kenya (janvier 2019)



Légende :

CECR – Coordonnateur de l'enregistrement ci-vil régional

CECC – Coordonnateur de l'enregistrement ci-vil dans les comtés

ECSC – Enregistrement civil dans les sous-comtés

PS – Personnel des soins de santé

AE – Autres agents d'enregistrement (imams, pasteurs, aînés de village, bénévoles en santé)

Notes de fin

- 1 Nations Unies, *Annuaire démographique 2017*, ST/ESA/STAT/SER.R/47, 2018, https://unstats.un.org/unsd/demographic-social/products/dyb/dyb_2017/#French.
- 2 Par exhaustivité de l'enregistrement des naissances et des décès, on entend le nombre réel de naissances ou de décès enregistrés divisé par le nombre estimatif de naissances ou de décès dans un pays ou une région en particulier, à l'intérieur d'une période de temps spécifiée, habituellement une année. Pour en savoir plus, consulter la CEA, la CESAP et Statistics Norway (2016).
- 3 Kenya National Bureau of Statistics, *Statistical Abstract*, 2018, <https://www.knbs.or.ke/>.
- 4 Kenya National Bureau of Statistics, ministère de la Santé, National AIDS Control Council (NACC), le National Council for Population and Development (NCPD), et le Kenya Medical Research Institute (KEMRI), *Kenya Demographic and Health Survey 2014*, 2015, <https://dhsprogram.com/pubs/pdf/FR308/FR308.pdf>.
- 5 DTC1 : Nouveau-nés survivants ayant reçu le premier vaccin contre la diphtérie, le tétanos et la coqueluche (DTC).
- 6 UNICEF, *La situation des enfants dans le monde 2017*, 2017, <https://www.unicef.org/french/sowc2017/>.
- 7 Banque mondiale, *Taux de fertilité chez les adolescents*, 2018, <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/sp.ado.tfrt>.
- 8 Nations Unies, *World Population Prospects: Volume II: Demographic Profiles*, Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies, Division de la population, 2017, https://esa.un.org/unpd/wpp/Publications/Files/WPP2017_Volume-II-Demographic-Profiles.pdf.
- 9 United Nations Inter-Agency Group for Child Mortality Estimation (UN IGME), *Total Under-5 Mortality Rate, Infant Mortality Rate and Neonatal mortality database 2018*, 2018, <http://www.childmortality.org/>.
- 10 *World Health Statistics 2016: monitoring health for the SDGs* (sustainable development goals). https://www.who.int/gho/publications/world_health_statistics/2016/en/.
- 11 Kenya National Bureau of Statistics, *Economic Survey 2018 Highlights*, 2018, <https://www.knbs.or.ke/>.
- 12 *Births and Deaths Registration Act – Subsidiary Legislation: Towns, districts and areas in which registration of births and deaths is declared to be compulsory under sections 9(2) and 15(2); Births and Deaths Registration Rules, 1966; Births and Deaths (Late Registration) Rules, 1971*, <http://www.kenyalaw.org/lex/sublegview.xql?subleg=CAP.%20149>.
- 13 Measure Evaluation, *Civil Registration and Vital Statistics System – End-of-Project Assessment Report*, 2017, consulté le 24 mars 2019, <https://www.measureevaluation.org/resources/publications/tr-17-220>.
- 14 Civil Registration Department, <http://www.interior.go.ke/index.php/directorate-of-immigration-registration-of-persons>.
- 15 Estimation fournie par le Civil Registration Service du Kenya en 2018.
- 16 Civil Registration Department, *Annual Vital Statistics Report 2013*, 2014.
- 17 Google, consulté le 16 mai 2019, https://www.google.com/search?q=1+kenya+shilling+in+usd&rlz=1C1EJFC_enUS811US812&oq=1+kenyan+shilling+in+U&aqs=chrome.169i57j0l5.10226j1j7&sourceid=chrome&ie=UTF-8.
- 18 Daily Nation, *Birth papers a must for exam candidates*, consulté le 19 mars 2019, <https://www.nation.co.ke/news/1056-864812-ii5yblz/index.html>.
- 19 Civil Registration Department, USAID et MEASURE Evaluation PIMA, *National Civil Registration and Vital Statistics System: Baseline Systems Assessment Report*, Nairobi, Kenya, 2013, https://www.measureevaluation.org/pima/baseline-assessments/02crvsbaselineassessment_rev.pdf.
- 20 CRS et UNICEF, *Productivity Improvement of Civil Registration Services Workshop Report: 6-9 June 2018*, 2018.
- 21 Huduma Kenya, <https://www.hudumakenya.go.ke/>.

- 22 Daily Nation, *Digital IDs with special features to be issued next year*, 21 février 2018, consulté le 12 mars 2019, <https://www.nation.co.ke/news/Kenyans-get-digital-IDs-2019/1056-4313228-nmle6fz/index.html>.
- 23 Kenya National Bureau of Statistics, <https://www.knbs.or.ke>.
- 24 Civil Registration Services, *Kenya vital statistics report 2015*, Nairobi, Kenya : Department of Civil Registration Services, Nairobi, Kenya, 2016.
- 25 Organisation mondiale de la Santé, *Registering births and deaths using mobile phones in Kenya*, description du projet, http://www.who.int/healthmetrics/news/registering_birth_death/en/index.html.



LE CENTRE D'EXCELLENCE
sur les systèmes ESEC

CENTRE OF EXCELLENCE
for CRVS Systems

www.systemesESEC.ca